Retour à Seveso

La complexité morale et politique du dommage à l'environnement*

Laura Centemeri

Le dommage environnemental est aujourd'hui au centre d'un imposant travail d'« investissement de formes » qui vise à l'instituer en catégorie de droit, équipée d'outils d'action pour garantir sa prévention et réparation [1]. La littérature sociologique, qui s'intéresse aux dommages à l'environnement à partir des controverses qui les entourent, se focalise sur la dimension d'incertitude épistémique comme source de doute, désaccord et conflit, tandis que la définition de ce qui compte comme dommage reste moins étudiée. La construction des preuves est placée au centre d'enquêtes qui mettent en évidence l'émergence de la critique d'une utilisation des savoirs scientifiques experts qui limite la participation démocratique [2].

* Je remercie Michela Barbot, Marc Breviglieri, Alberta Giorgi, Alice Ingold, Laurent Thévenot et Tommaso Vitale pour leurs commentaires et remarques sur les versions précédentes de cet article.

1 - Laurent THÉVENOT, « Les investissements de forme », *in* L. THÉVENOT (dir.), *Conventions économiques*, Paris, PUF, 1986, p. 21-71. Voir notamment la directive 2004/35/CE sur la responsabilité environnementale en ce qui concerne la prévention et la réparation des dommages environnementaux. Le dommage à l'environnement y est défini comme une « modification négative mesurable d'une ressource naturelle ou une détérioration mesurable d'un service lié à des ressources naturelles, qui peut survenir de manière directe ou indirecte ». Christelle GRAMAGLIA, « La mise en cause environnementale comme principe d'association. Casuistique des affaires de pollution des rivières : l'exemple des actions contentieuses de l'Association nationale de protection des eaux et rivières (ANPER-TOS) », thèse, École des Mines, Paris, 2006, p. 364-375.

2 - Voir Michel CALLON, Pierre LASCOUMES et Yannick BARTHE, *Agir dans un monde incertain. Essai sur la démocratie technique*, Paris, Le Seuil, 2001 ; Barbara ALLEN, *Uneasy*

Annales HSS, janvier-mars 2011, n° 1, p. 213-240.

https://doi.org/10.1017/S0395264900005515 Published online by Cambridge University Press

Tout en reconnaissant l'importance de ce débat, ma contribution participe d'une approche plus diversifiée de la construction politique des communautés. Elle s'ouvre à une caractérisation plurielle de ce qui compte comme dommage subi par ces communautés en raison d'une atteinte à leur environnement. La pluralité de ces maux – ou des biens atteints – témoigne d'une complexité que l'on dira morale tant qu'elle n'est pas intégrée dans le politique. Je développe cette approche à partir d'une étude de cas, le désastre de Seveso (1976), un accident technologique « classique et paradoxal » qui a marqué l'histoire de l'émergence de la question environnementale en Europe [3]. Le cas de Seveso se situe temporellement en amont d'une quelconque mise en forme juridique et administrative du dommage à l'environnement. La nature paradoxale de ce désastre réside dans le fait que tout en participant de cette construction au niveau européen (pour ce qui concerne principalement les politiques de prévention), l'accident est marqué par l'absence, dans la région touchée, d'une cause publique autour de la reconnaissance et de la réparation juridique du dommage environnemental. Cette absence est d'autant plus frappante qu'elle s'accompagne de la reconnaissance scientifique du dommage à la santé publique, prouvé dans les dernières années par les études épidémiologiques qui se poursuivent encore aujourd'hui [4].

Loin du parcours fréquemment observable (et observé) de « désastres technologiques chroniques », marqué par des luttes parfois épuisantes de la part des habitants pour se voir reconnaître un statut de victimes [5], la question de la réparation

alchemy: Citizens and experts in Louisiana's chemical corridor dispute, Cambridge, MIT Press, 2003. Francis CHATEAURAYNAUD, « Les topiques environnementales entre controverses et conflits. Écologie politique et sociologie pragmatique en France », à paraître *in* L. CHARLES et B. KALAORA (dir.), *Sciences sociales et environnement en Allemagne et en France* : http://gspr.ehess.free.fr/documents/articles/Chateauraynaud/FC-topiques-environnementales-mai-2010.pdf, distingue quant à lui, dans la désormais vaste littérature sociologique consacrée à la mobilisation autour de l'environnement, une logique d'« unification des problèmes dans un espace de calcul commun » promue par les sciences de la nature, l'économie, le droit, et une « logique de dissensus, dans laquelle le conflit fait surgir des incommensurabilités et des différences irréductibles ».

3 - Bruna DE MARCHI, « Seveso: From pollution to regulation », *International Journal of Environment and Pollution*, 7-4, 1997, p. 526-537. Sur la nature « classique et paradoxale » du désastre de Seveso, voir Bruna DE MARCHI, Silvio FUNTOWICZ et Jerry R. RAVETZ, « Seveso: A paradoxical classic disaster », *in* J. K. MITCHELL (dir.), *The long road to recovery: Community responses to industrial disaster*, New York, United Nations University Press, 1996, chap. 4. L'accident est à l'origine de la directive européenne « Seveso », qui introduit en 1982 dans l'espace de régulation européen la figure du « risque d'accident majeur » (Seveso 1- 82/501/CEE).

4 - Pour une étude qui montre des effets sanitaires intergénérationnels de la dioxine à Seveso, voir Andrea BACCARELLI *et al.*, « Neonatal thyroid function in Seveso 25 years after maternal exposure to dioxin », *PLoS Medicine*, 5-7, 2008, p. 1133-1142.

5 - Sur la montée en puissance progressive de la figure de la victime et la place prise par le procès par rapport à d'autres modes institués de réparation des dommages, je signale le travail développé au sein du Groupe de sociologie politique et morale par Nicolas Dodier et Élisabeth Claverie. Sur les désastres technologiques chroniques, voir l'œuvre de référence de Steve KROLL-SMITH et Stephen R. COUCH, *The real disaster is above ground*, Lexington, University of Kentucky Press, 1990. Pour une approche

https://doi.org/10.1017/S0395264900005515 Published online by Cambridge University Press

du dommage environnemental se donne à voir à Seveso sous un autre angle, celui d'une communauté qui est attachée à son territoire et demande qu'il lui soit possible d'y reprendre une vie convenable.

Immédiatement après l'événement, les conflits qui surgissent autour de la qualification du dommage à l'environnement au niveau du territoire touché sont marqués par la prise en compte de l'environnement comme *milieu* auquel les personnes sont attachées, sans articulation à une prise en compte de l'environnement pollué comme enjeu d'une critique révélant des droits violés et des relations de pouvoir masquées. Cette dynamique est à l'origine de l'échec que les mouvements de la critique sociale italienne des années 1970 ont connu à Seveso. Elle a fait l'objet d'un travail politique ultérieur autour de la réparation du dommage environnemental, poursuivi au long des vingt dernières années par un groupe local de militants environnementalistes et féministes ayant personnellement vécu cet échec. Ce travail aboutit à l'écriture collective et à l'inscription de la mémoire du désastre sur des panneaux d'information qui constituent, dès 2004, le « parcours » de la Mémoire au Bois des Chênes de Seveso et de Meda, le lieu symbole du désastre. Après des expériences politiques loin de Seveso au cours des années 1980, ces militants ont décidé de retourner dans leur ville d'origine, avec un projet politique qui peut être caractérisé comme *action politique attachée au territoire habité*. Cette action aborde la réparation du dommage environnemental dans un mouvement pour *réapprendre à vivre* dans l'environnement. Ceci implique une volonté de produire un changement, tout en reconnaissant que l'engagement dans le territoire par l'*habiter*, dans son « historicité », participe de la construction de la communauté locale et peut être mobilisée pour l'innovation politique [6].

L'habiter fait référence à un processus de familiarisation, d'usage et fréquentation qui se déploie dans le temps, au cours duquel une personne s'approprie et accommode ses environs, elle y dépose des repères personnels et y forge des attaches. La personne qui « habite » se distribue dans les environs, elle les personnalise, et les environs participent à leur tour du maintien de la personne [7].

psychosociale aux « communautés contaminées », voir Michael R. EDELSTEIN, *Contaminated communities: The social and psychological impact of residential toxic exposure*, Boulder, Westview, 1988. Pour une contribution sur l'absence de conflit dans le cas de désastres chroniques, voir Stephen ZAVESTOSKI *et al.*, « Toxicity and complicity: Explaining consensual community response to a chronic technological disaster », *Sociological Quarterly*, 43-3, 2002, p. 385-406.

6 - Pascale LABORIER et Danny TROM (dir.), *Historicités de l'action publique*, Paris, PUF, 2003. Sur l'innovation politique, voir Noemi PODESTA' et Tommaso VITALE (dir.), *Dalla proposta alla protesta, e ritorno. Conflitti locali e innovazione politica*, Milan, Bruno Mondadori, 2010.

7 - Marc BREVIGLIERI, « L'horizon du ne plus habiter et l'absence du maintien de soi en public », *in* D. CEFAÏ et I. JOSEPH (dir.), *L'héritage du pragmatisme. Conflits d'urbanité et épreuves de civisme*, La Tour d'Aigues, Éd. de l'Aube, 2002, p. 319-336 ; Augustin BERQUE, *Écoumène. Introduction à l'étude des milieux humains*, Paris, Belin, 2000. Pour une approche anthropologique à la relation à l'environnement à partir de la catégorie d'habiter, je renvoie à l'œuvre de Tim INGOLD, en particulier, *The perception of the environment: Essays on livelihood, dwelling and skill*, Londres, Routledge, 2000.

https://doi.org/10.1017/S0395264900005515 Published online by Cambridge University Press

Penser l'habiter comme « régime d'engagement » permet de détecter des formes plurielles de tenir à l'environnement. Cette variété s'accompagne de façons différentes de considérer ce qui environne comme partie prenante d'« un monde en commun » et donc de configurer une *communauté* englobant l'environnement [8]. Je n'utilise pas ici le terme de communauté dans l'opposition classique à celui de société, où il indique une déclinaison spécifique de la relation sociale [9]. Ce terme me sert à désigner sans plus de spécification la « mise en commun », où le commun peut être variable, depuis des relations de proximité aux autres et à ce qui environne, jusqu'à des constructions de communauté politique à l'extension très large, à même d'inclure « un tiers » anonyme [10]. Diverses constructions possibles d'une communauté politique diffèrent par la manière dont la dimension de l'attachement à ce qui entoure est prise en compte et incorporée dans des repères communs. Le reconnaître permet d'isoler une question majeure, celle des transformations requises pour faire place dans l'espace public à des *biens* garantis par des façons de s'engager dans le monde sur une base de proximité familière.

La prise en compte de la pluralité de biens qui sont garantis par des formes diverses d'engagement permet un regard sur la réparation du dommage à l'environnement qui ne se limite pas à la construction d'un tort sanctionné juridiquement, ou d'une cause publique. Ce regard peut embrasser un ensemble plus large de processus politiques et sociaux visant à restaurer les biens (pluriels) atteints. La réparation du dommage à l'environnement offre alors un terrain privilégié pour observer les implications d'une tendance générale de l'action politique, dans nos sociétés, à se *rapprocher* des personnes et des territoires. Cette tendance implique notamment une reconfiguration des échelles de l'action publique et de la participation politique, selon un principe de *subsidiarité* [11].

8 - La référence est ici au concept d'« engagement » tel qu'il a été élaboré par Laurent Thévenot dans le cadre d'une sociologie des « régimes d'engagement » : Laurent THÉVENOT, *L'action au pluriel. Sociologie des régimes d'engagement*, Paris, La Découverte, 2006. Claudette LAFAYE et Laurent THÉVENOT, « Une justification écologique ? Conflits dans l'aménagement de la nature », *Revue française de sociologie*, 34-4, 1993, p. 495-524. Sur la séparation entre nature et culture instaurée par la « constitution des modernes » et sur l'interrogation de la place de l'environnement dans la construction de nos sociétés, voir Bruno LATOUR, *Nous n'avons jamais été modernes. Essai d'anthropologie symétrique*, Paris, La Découverte, 1991.

9 - Ferdinand TÖNNIES, *Communauté et société. Catégories fondamentales de la sociologie pure*, Paris, PUF, [1887] 1977 ; Max WEBER, *Economia e società*, Milan, Ed. di Comunità, [1922] 1961, p. 38-39.

10 - Au sens d'un autrui-généralisé à la George Mead. La référence ici est au modèle de l'action en public développé dans Luc BOLTANSKI et Laurent THÉVENOT, *De la justification. Les économies de la grandeur*, Paris, Gallimard, 1991. Pour une approche systématique de la communauté à partir de l'accueil de l'étranger, voir Joan STAVO-DEBAUGE, « Venir à la communauté. Une sociologie de l'hospitalité et de l'appartenance », thèse de l'EHESS, 2009, p. 12-13.

11 - Pour un regard critique sur la « territorialisation des politiques » en Italie et en Europe, voir Ota DE LEONARDIS, « Una nuova questione sociale? Qualche interrogativo a proposito di territorializzazione delle politiche », *Territorio*, 46, 2008, p. 93-98. Sur la relation entre territorialisation et subsidiarité, voir Carlo DONOLO, « Dalle politiche pubbliche alle pratiche sociali nella produzione di beni pubblici? Osservazioni su una

https://doi.org/10.1017/S0395264900005515 Published online by Cambridge University Press

Comme nous le verrons, la trajectoire de trente années de réparation du dommage environnemental à Seveso ne permet pas seulement de préciser la complexité morale de ce dommage. Le parcours du groupe des militants de Seveso éclaire certaines évolutions générales de l'action politique environnementaliste, notamment l'importance grandissante de l'activisme local.

L'antécédent : 10 juillet 1976, l'accident de l'ICMESA [12]

Seveso est une petite ville de 20 000 habitants environ située à 20 km de Milan (Lombardie), dans la Brianza, un territoire historiquement de culture politique « blanche », avec une organisation économique de district dont la spécialisation est la production de meubles [13]. À côté des entreprises artisanales, à gestion familiale,

nuova generazione di *policies* », *Stato e Mercato*, 1, 2005, p. 33-66. L. THÉVENOT, *L'action au pluriel...*, *op. cit.*, p. 250-259.

12 - La reconstruction du cas s'appuie sur les données collectées au cours de ma recherche de doctorat, réalisée entre juin 2002 et juin 2004. Voir l'ouvrage publié à la suite de ce travail : Laura CENTEMERI, *Ritorno a Seveso. Il danno ambientale, il suo riconoscimento, la sua riparazione*, Milan, Bruno Mondadori, 2006. Les sources employées pour la reconstruction historique sont les documents conservés dans le fonds d'archives sur le désastre de l'ICMESA créé dans le cadre du projet « Pont de la Mémoire » coordonné par le cercle Legambiente « Laura Conti » de Seveso. Le fonds réunit les actes officiels relatifs à l'accident ; les documents issus des comités nés à Seveso suite à l'accident (feuilles d'information, tracts, affiches) ; une section regroupant une collection (non exhaustive) d'articles portant sur l'accident et parus dans les principaux journaux locaux et nationaux, ainsi que dans les magazines nationaux, de 1976 à 2004 ; une section audiovisuelle rassemblant des enquêtes journalistiques réalisées sur l'accident de 1976 jusqu'à 2005 (télévision suisse italienne et RAI), les films institutionnels concernant les opérations de décontamination (Médiathèque de la région Lombardie), et des films d'amateur témoignant de la vie au quotidien à Seveso en 1976-1977. En croisant ces sources visuelles et les entretiens avec les habitants ayant vécu l'accident, j'ai pu situer plus correctement certaines de leurs observations. L'étude se base également sur des entretiens avec : les militants environnementalistes et associés du cercle Legambiente ; les habitants de Seveso à l'époque de l'accident et les habitants n'ayant pas vécu directement l'accident ; les deux fondateurs des comités locaux pour les dédommagements ; les scientifiques ayant travaillé sur le cas de la dioxine à Seveso ; les représentants des institutions au niveau local à l'époque de l'accident et aujourd'hui. La recherche a impliqué une observation participante des travaux pour la réalisation du « Parcours de la Mémoire » au Bois des Chênes, y compris les réunions internes du Cercle. Un prolongement de la recherche nécessaire pour analyser l'impact du « Pont de la Mémoire » a été réalisé entre novembre 2005 et juin 2006, bénéficiant d'une bourse post-doctorale « Bourse internationale de la Ville de Paris ».

13 - Jusqu'à la fin des années 1980, la carte politique de l'Italie était organisée autour de deux « cultures », territorialement bien définies : l'associationnisme catholique dans les « zones blanches », lié politiquement au parti de la Démocratie chrétienne (DC) ; l'associationnisme des réseaux de solidarité du mouvement ouvrier dans les « zones rouges », lié au Parti communiste italien (PCI). Voir Ilvo DIAMANTI, *Mappe dell'Italia politica*, Bologne, Il Mulino, 2009, chap. 2. Sur l'économie des « districts industriels » en Italie, voir le travail fondateur d'Arnaldo BAGNASCO, *Tre Italie. La problematica territoriale dello sviluppo italiano*, Bologne, Il Mulino, 1977.

https://doi.org/10.1017/S0395264900005515 Published online by Cambridge University Press

ce territoire a vu l'installation, à partir des années 1950, de l'industrie chimique, en raison de la présence d'infrastructures de transport, d'eau, et d'une situation politique qui soutenait le développement industriel « à tout prix » dans l'effort de modernisation de la nation [14]. Par contre, le tissu d'entreprises artisanales (le district) s'est progressivement structuré et spécialisé à partir du XIX^e^ siècle dans le travail du bois de chêne et de châtaignier de la région. Fortement complémentaires l'une de l'autre, ces entreprises sont l'expression d'une histoire du territoire. Elles ont développé et soutenu au fil du temps des formes d'intégration de et avec la communauté locale, comme en témoigne la fondation de nombreux organismes de crédits et écoles de formation destinées à garantir la reproduction et la transmission des savoirs dans le territoire [15].

Responsable du désastre de Seveso, la multinationale suisse Hofmann-LaRoche (dorénavant Roche) était, en 1976, propriétaire de l'usine ICMESA située depuis 1945 dans la ville de Meda. Le samedi 10 juillet 1976, à 12 h 37, un nuage se dégage du réacteur destiné à la production de trichlorophénol [16] et va déposer ses effluves toxiques sur les territoires de Meda, Cesano Maderno, Desio et Seveso. À cause de la direction des vents, Seveso est la localité la plus contaminée.

Comme le prouvent les travaux de la commission parlementaire d'enquête, appelée à établir les responsabilités du désastre, l'accident résulte d'une gestion de la production peu soucieuse des exigences de sécurité [17]. La dangerosité des productions de ICMESA, connue chez Roche, était liée à la 2,3,7,8-tetrachlorodibenzo-p-dioxine (TCDD ou simplement dioxine), un sous-produit de la synthèse du trichlorophénol.

En 1976, les connaissances disponibles sur les effets sanitaires de la TCDD étaient largement liées aux études toxicologiques en laboratoire, qui avaient montré l'extrême toxicité de cette molécule, mais également une variabilité très élevée des niveaux de toxicité en passant d'une espèce animale à l'autre. On avait une connaissance directe très limitée des effets de la dioxine sur l'être humain et l'environnement [18]. Cette condition d'« incertitude radicale » autorisait certains scientifiques à peindre des scénarios catastrophiques et d'autres à minimiser le risque [19].

14 - Il s'agit de l'Italie décrite par l'écrivain Guido PIOVENE, *Viaggio in Italia*, Milan, Mondadori, 1957, dans son carnet de voyage à travers la péninsule entre 1953 et 1957.
15 - Voir Mario DI FIDIO (dir.), *Il « Bosco delle Querce » di Seveso e Meda*, Milan, Regione Lombardia, 2000, en particulier le chap. 1.
16 - Le trichlorophénol est un produit chimique intermédiaire employé pour la production d'herbicides et d'une substance antibactérienne, l'hexachlorophène.
17 - Voir *Relazione conclusiva della Commissione Parlamentare di inchiesta sulla fuga di sostanze tossiche avvenuta il 10 luglio 1976 nello stabilimento Icmesa e sui rischi potenziali per la salute e per l'ambiente derivanti da attività industriali*, Atti Parlamentari, VII legislatura, doc. XXIII, 6, 1978. Sur la politique de Roche en matière de sécurité, voir le livre autobiographique du directeur technique responsable de ICMESA : Jörg SAMBETH, *Zwischenfall in Seveso*, Zurich, Unionsverlag, 2004.
18 - Paolo MOCARELLI, « Seveso: A teaching story », *Chemosphere*, 43, 2001, p. 391-402.
19 - Sur la différence entre risque et incertitude, voir Franck H. KNIGHT, *Risk, uncertainty and profit*, Chicago, The University of Chicago Press, 1971. Sur incertitude et savoir scientifique, voir M. CALLON, P. LASCOUMES et Y. BARTHE, *Agir dans un monde incertain...*, *op. cit.*, chap. 1.

https://doi.org/10.1017/S0395264900005515 Published online by Cambridge University Press

La gravité potentielle des conséquences de l'accident n'a pas été immédiatement claire ni pour la population ni pour les autorités locales. On avait l'habitude des mauvaises odeurs émanant de l'ICMESA, que les habitants appelaient ironiquement « l'usine des parfums ». Les techniciens de Roche s'efforcèrent au début d'éviter une intervention des autorités locales. Une « semaine de silence [20] » passa, au cours de laquelle des phénomènes inquiétants se multiplièrent dans la zone contaminée, en particulier la mort de petits animaux et la chloracné, une maladie de la peau qui affecta plusieurs enfants.

Les tentatives de Roche pour éviter la « désectorialisation de la crise [21] », du plan technique au plan politique, furent inutiles. Le 19 juillet, Roche informait les autorités de la région Lombardie que l'accident avait causé une fuite de dioxine et que la seule solution envisageable était l'évacuation d'une partie de la population [22]. L'évacuation a touché au total 736 habitants de Seveso et Meda, dont 200 ne purent jamais plus retourner dans leurs habitations détruites au cours des opérations de décontamination. L'évacuation alla de pair avec la délimitation du territoire contaminé, partagé en « zones de risque » : la « zone A » (108 hectares), la plus gravement contaminée, fut évacuée et surveillée par l'armée ; dans la « zone B » (269 hectares ; plus de 4 600 habitants), les concentrations de dioxine étaient élevées mais jugées tolérables par une commission d'experts, à condition que les habitants suivent des normes de conduite très strictes ; la « zone de respect » (1 430 hectares ; 31 800 habitants) était faiblement contaminée.

La décision du conseil régional concernant les limites tolérables de contamination fut particulièrement controversée en raison du fait qu'elle ne se fondait pas sur des preuves scientifiques, mais plutôt sur des raisons de faisabilité concrète d'une évacuation dont l'ampleur aurait à son tour entraîné des dommages considérables [23]. Néanmoins, aucun espace ne fut laissé à la participation des représentants des municipalités affectées dans cette décision [24].

20 - Massimiliamo FRATTER, *Memorie da sotto il bosco*, Milan, Auditorium, 2006, p. 21-25.
21 - Michel DOBRY, *Sociologie des crises politiques*, Paris, Presse de la FNSP, 1986, p. 39-40.
22 - Dès 1970 les régions commencent à fonctionner comme un niveau de gouvernement de l'État, après leur création formelle par la Constitution italienne en 1947 (art. 131). En raison des compétences reconnues aux gouvernements régionaux en matière de santé, c'est le gouvernement régional lombard qui est institutionnellement chargé de répondre à la crise de la dioxine à Seveso. Dans la prise de décision, il est néanmoins tenu de se coordonner avec le gouvernement central et la province de Milan, mais pas avec les municipalités.
23 - Laura CONTI, *Visto da Seveso. L'evento straordinario e l'ordinaria amministrazione*, Milan, Feltrinelli, 1977, p. 44-45. Laura Conti (1921-1993), médecin, a été membre du Parti communiste italien (PCI), militante environnementaliste et féministe, écrivaine. Il s'agit d'une des figures les plus importantes de l'environnementalisme italien. Elle a été parmi les fondateurs de l'association Legambiente. À l'époque de l'accident à l'ICMESA, Laura Conti représentait le PCI au conseil régional de Lombardie. Cet événement, dont elle a donné un récit très lucide mais également profondément personnel et passionné, a représenté selon ses mots « un tournant politique et culturel majeur » : Laura CONTI, *Questo pianeta*, Milan, Editori Riuniti, 1983, p. 167.
24 - Francesco ROCCA, *I giorni della diossina*, Milan, Centro studi « A. Grandi », 1980, p. 99. Francesco Rocca, membre de la Démocratie chrétienne (DC), était maire de Seveso à l'époque du désastre.

https://doi.org/10.1017/S0395264900005515 Published online by Cambridge University Press

Dès le début, la conduite des autorités régionales dans la crise a été guidée par une logique de centralisation et de technicisation des décisions. La communication institutionnelle oscillait entre des formules rassurantes suivies de décisions dramatiques, comme l'évacuation, ou bien contradictoires. Ces contradictions alimentaient, chez les habitants de Seveso, le soupçon que les décisions publiques répondaient à quelque logique cachée d'intérêt politique ou économique, ce qui justifiait l'idée que « la dioxine n'est qu'une tricherie des hommes politiques [25] ».

Le paradoxe d'une mobilisation nationale sans relais locaux

Bien que dans un tout autre esprit, un risque de « tricherie » était dénoncé par le Comité technique scientifique populaire (CTSP), né après l'accident à l'initiative d'un groupe d'intellectuels et de scientifiques, parmi lesquels Giulio Maccacaro [26]. Le CTSP était, dans le vocabulaire de la gauche italienne de l'époque, une « organisation de base » structurée en commissions de travail réunissant des citoyens et des scientifiques qui produisaient une contre-expertise sur la crise.

Le dommage à l'environnement était qualifié par le CTSP de « dommage à la santé causé par le système de production capitaliste ». Les autorités publiques étaient considérées comme complices d'un « crime [27] ». Cette qualification du dommage impliquait une prise en compte de l'environnement comme un ensemble de ressources nécessaires à la vie, un environnement dépourvu d'assise spatiale ou « déterritorialisé [28] ». À partir d'un discours de « critique sociale du capitalisme [29] », le cas de Seveso était vu comme exemplaire de l'exploitation capitaliste et pouvait donc contribuer, dans son exemplarité, à la cause générale de la lutte de classe des travailleurs. L'adhésion à cette cause demandait aux habitants de Seveso d'exister dans l'espace public comme *victimes* d'un dommage irréparable dont ils devaient avant tout prendre conscience. Dévoiler le caractère irréparable du dommage montrait le prix à payer pour l'adhésion à un système capitaliste insoutenable.

25 - Extrait du bulletin d'information du Bureau d'assistance et de coordination, *Solidarietà*, 10 octobre 1976.

26 - Giulio A. Maccacaro (1924-1977), médecin, biologiste et biométriste, a introduit l'épidémiologie en Italie. Proche des luttes ouvrières pour la santé au travail, il a été parmi les fondateurs du mouvement « Medicina Democratica », né à la fin des années 1960 à l'initiative de médecins, chercheurs, et groupes auto-organisés de travailleurs de l'industrie avec pour but d'étudier et de dénoncer les maladies industrielles.

27 - Giulio A. MACCACARO, « Seveso un crimine di pace », *Sapere*, 796, 1976, p. 1-6.

28 - Danny TROM, « De la réfutation de l'effet Nimby considérée comme une pratique militante. Notes pour une approche pragmatique de l'activité revendicative », *Revue française de science politique*, 49-1, 1999, p. 31-50, ici p. 32-33. La prise en compte de l'environnement comme territoire était regardée avec soupçon par les militants de gauche, en raison du caractère bourgeois du mouvement conservationniste, traditionnellement concerné par les questions de territoire : voir Mario DIANI, *Isole nell'arcipelago. Il movimento ecologista in Italia*, Bologne, Il Mulino, 1988, p. 73-74.

29 - Voir Luc BOLTANSKI et Ève CHIAPELLO, *Le nouvel esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard, 1999.

https://doi.org/10.1017/S0395264900005515 Published online by Cambridge University Press

Le terrain de la mobilisation devint donc la construction de la preuve scientifique du dommage et la diffusion de l'information auprès de la population. D'où l'importance des activités de contre-expertise qui se fondaient sur une idée de production de connaissances en matière de santé intégrant l'expérience des personnes affectées. Il s'agissait de transposer en santé environnementale le modèle de participation élaboré dans le cadre des luttes pour la santé au travail [30]. La participation passait par une structure d'organes de représentation (les conseils ouvriers et de zone, les organismes de base du territoire, les assemblées de quartier), selon une logique de « grandeur civique » de porte-parole et collectif constitué [31].

La population se montra réservée par rapport à ce modèle et concernée prioritairement par d'autres dimensions du dommage et d'autres formes de mise en commun de la souffrance causée par l'accident. Sous cet aspect, les militants de gauche eurent autant de difficultés que les autorités publiques à comprendre la demande de la population de sauvegarder son lien au territoire contaminé. Ce lien était vu comme un bien à protéger, un « besoin qui n'est pas écouté » et qui traduisait un attachement fondé sur une solidarité fraternelle acquise de génération en génération [32].

En s'appuyant sur l'incertitude scientifique et le doute concernant la gravité des conséquences de la contamination, des comités locaux liés au monde catholique se formèrent pour demander aux autorités publiques de prendre en compte le besoin de sauvegarder le lien de la population au territoire. Les groupes mobilisés donnèrent naissance au « Bureau d'assistance et coordination », animé par des bénévoles et formellement reconnu par l'archevêché de Milan comme l'expression des initiatives catholiques dans le territoire contaminé. Le mouvement catholique « Comunione e Liberazione » (CL) en vint progressivement à occuper un rôle central dans cette mobilisation [33]. Il revendiquait le lien au territoire comme l'expression d'une « culture locale » spécifique dont les valeurs propres, qui s'enracinent dans le catholicisme, seraient menacées non seulement par le dommage à l'environnement mais également par les logiques d'intervention des autorités publiques. Les militants de CL demandaient une reconnaissance de la « communauté chrétienne de Seveso » en tant que sujet, et non objet, de la réponse à la crise. Il ne s'agissait

30 - Giovanni BERLINGUER, *Storia e Politica della Salute*, Milan, Franco Angeli, 1991.
31 - L. BOLTANSKI et L. THÉVENOT, *De la justification*..., *op. cit.*, p. 231-241.
32 - F. ROCCA, *I giorni della diossina*, *op. cit.*, p. 103.
33 - « Comunione e Liberazione » est un mouvement catholique ecclésial actif en Italie depuis les années 1950-1960. Sa présence est particulièrement forte en Lombardie. Son action s'inspire d'un « christianisme du faire » qui va de pair avec une critique de l'État-providence. Pour CL, selon Salvatore ABBRUZZESE, *Comunione e Liberazione*, Bari, Laterza, 1991, p. 171, « L'État ne peut (et ne doit) pas intervenir partout et à tout moment. La condition essentielle pour qu'un 'christianisme du faire' puisse s'affirmer est que la société ait la priorité sur les interventions des appareils de l'État-providence. » Sur les aspects de fondamentalisme de ce mouvement voir Dario ZADRA, « Comunione e Liberazione: A fundamentalist idea of power », *in* M. E. MARTY et R. S. APPLEBY (dir.), *Accounting for fundamentalism: The dynamic character of movements*, Chicago, The University of Chicago Press, 1994, p. 124-148.

https://doi.org/10.1017/S0395264900005515 Published online by Cambridge University Press

pas d'opérer le « contrôle par la base » réclamé par le CTSP, mais de revendiquer les valeurs de la communauté comme limite à l'intervention de l'État. L'incertitude sur les effets tératogènes de la dioxine qui conduisit à l'autorisation des avortements thérapeutiques pour les femmes enceintes de la zone contaminée (dans les limites du premier trimestre) est ce qui permit ce basculement d'un problème d'incertitude « épistémique » à un *conflit de valeurs* [34].

En réalité, le conflit autour de l'avortement n'est qu'une expression extrême du conflit entre deux façons de qualifier le dommage à l'environnement qui s'est produit à Seveso. Si pour la mobilisation de gauche, la dioxine est un crime, pour la mobilisation catholique, il s'agit d'un « malheur » et d'une « épreuve » que la « communauté chrétienne » de Seveso doit supporter en demeurant unie, témoignant ainsi de ses valeurs communes. Parmi ces valeurs, il y a « la vie » – ce qui conduisait à se mobiliser contre les avortements thérapeutiques – et l'attachement au territoire, dans le sens de l'attachement à une communauté de proches. Cet attachement est justifié comme l'expression d'une culture locale spécifique, revendiquée comme manifestation publique d'une appartenance, pour laquelle on demande respect et reconnaissance [35].

Les militants de gauche voyaient dans cette culture locale, qu'ils jugeaient « individualiste, typique d'une société de traditions artisanales, marquée par des vertus qui sont toutes individuelles et familiales [36] », un ensemble de dispositions empêchant le détachement des liens de proximité, nécessaire à la prise de conscience de l'injustice subie. La dynamique qu'on observe est celle d'une valorisation des biens du proche affectés par la dioxine, sous la forme d'une identité culturelle partagée (promue par la mobilisation catholique), elle-même dénoncée par l'épreuve de grandeur civique (suscitée par la mobilisation de gauche). Ces deux mouvements de critique, qui occupèrent l'espace du débat, rendaient difficile la reconnaissance des dommages causés par la dioxine au territoire habité sans qu'ils soient immédiatement agrandis dans les termes d'une culture menacée. Cela rendait également difficile de reconnaître dans leur spécificité des formes autres de réponse à l'*adversité* :

> *On se retrouvait à l'église pour prier mais ce n'était pas parce qu'on pensait que ça pouvait aider à chasser la dioxine. C'était le fait de se retrouver ensemble. Ainsi je ne me sentais pas seule. Dans les assemblées, les gens se disputaient* [37].

La lutte des gens de Seveso contre le projet de décontamination proposé par les autorités régionales montre que l'attachement au territoire habité est une forme spécifique de relation à l'environnement échappant au cadre d'interprétation du dommage environnemental proposé par la mobilisation de gauche.

34 - L'interruption volontaire de grossesse étant encore illégale en Italie, l'exception de Seveso fait surgir un débat qui, au niveau local comme national, est particulièrement âpre : voir Marcella FERRARA, *Le donne di Seveso*, Rome, Editori Riuniti, 1977. L'interruption volontaire de grossesse sera dépénalisée en 1978.
35 - F. ROCCA, *I giorni della diossina*, *op. cit.*, p. 24.
36 - Laura CONTI, *Una lepre con la faccia da bambina*, Rome, Editori Riuniti, 1988, p. 10.
37 - Entretien avec Luisa P., habitante de Seveso (octobre 2003).

https://doi.org/10.1017/S0395264900005515 Published online by Cambridge University Press

En prenant appui sur l'avis d'experts, et sans consulter la population, la région décida de construire dans la zone A un incinérateur où les déchets toxiques produits par les opérations de décontamination (y compris la démolition des immeubles de la zone A et des installations de ICMESA) devraient être brûlés. Un comité contre l'incinérateur fut constitué qui rassemblait des citoyens de Seveso et des villes voisines, parmi lesquels des scientifiques. Le groupe travailla à l'élaboration d'une solution technologique alternative, qui envisageait l'enterrement des déchets dans la zone A. On demandait également que la zone soit ensuite reboisée. Cette proposition fut formulée par Gianantonio Lanzani, professeur de chimie agraire à l'université de Milan. Dans son récit autobiographique, le maire Francesco Rocca souligne que l'attachement de Lanzani à Seveso, sa ville natale, lui permettait de comprendre, à la différence d'autres scientifiques, le point de vue de la population :

> *Gianantonio n'avait pas d'autre intérêt que son grand amour pour la petite ville où il était né et il avait grandi. Il était un représentant de notre réaction d'instinct, orientée vers la préservation d'un environnement qui avait été brutalement blessé*[38].

Dans la lutte qui continua pendant deux ans, jusqu'à la décision de la région d'abandonner le projet d'incinérateur (en 1979), la population exprima une demande de réparation qui passait par la possibilité de *reprendre sa vie* dans le territoire, ce qui s'accompagnait de la volonté de préserver le paysage que l'incinérateur aurait à jamais défiguré. Cela rend visible un rapport spécifique à l'environnement en tant que territoire habité que Laura Conti ne manque pas de reconnaître et qui interroge sa propre définition de l'environnement comme enjeu politique :

> *Le rapport qu'il peut y avoir entre l'homme et le territoire [...] est bien mis en évidence par l'artisan de la Brianza, un artisan qui participe d'une division du travail avec les autres artisans : moi, je fais les parties en bois, toi, les parties métalliques, lui, les parties en cuir. Et l'objet – la chambre à coucher – est le produit non pas d'un atelier mais d'un territoire*[39].

Entre 1981 et 1984, deux « bassins de confinement » des déchets dangereux produits par les opérations de décontamination furent creusés dans la zone A : le bassin de Meda (capacité de 80 000 m^3) et celui de Seveso (capacité de 200 000 m^3). Le système d'isolement des bassins s'inspire de celui adopté pour la mise en sécurité des matériaux radioactifs. Les opérations de décontamination, qui impliquaient entre autres l'enlèvement de la couche superficielle de terrain de la zone A, se terminèrent en décembre 1985. Le dommage au territoire de Seveso était techniquement réparé. En 1984, les travaux de plantation commencèrent pour le reboisement de la zone A[40]. Le territoire décontaminé se présentait comme une étendue

38 - F. ROCCA, *I giorni della diossina*, *op. cit.*, p. 40.
39 - L. CONTI, *Visto da Seveso...*, *op. cit.*, p. 85.
40 - M. DI FIDIO, *Il « Bosco delle Querce » di Seveso e Meda*, *op. cit.*, chap. 2.

https://doi.org/10.1017/S0395264900005515 Published online by Cambridge University Press

désertique. La silhouette d'un grand peuplier, le seul arbre épargné, se découpait au centre de cette étendue. Elle deviendra le symbole du futur Bois des Chênes.

Vingt ans après : une action politique attachée au territoire habité

Vingt ans après la fuite du nuage toxique de dioxine du réacteur de ICMESA, nous affirmons que le Bois des Chênes est une forme de dédommagement environnemental à l'incapacité et à l'erreur humaine. [...] Nous ne partageons pas le choix d'une ouverture [de cet espace] sans discernement, pour des manifestations folkloriques ou simplement des loisirs [...]. Nous proposons une ouverture pour des activités d'éducation environnementale que nous développons déjà et que nous allons continuer à développer, contribuant ainsi à la conservation de la mémoire de l'événement qui est trop fréquemment refoulée [41].

Le jour du vingtième anniversaire du désastre, le Bois des Chênes fut ouvert au public. L'inauguration fut l'occasion pour un groupe local environnementaliste, le cercle Legambiente « Laura Conti » [42], de ranimer le débat concernant la commémoration de l'accident à l'ICMESA ainsi que son héritage controversé, en particulier les dommages sanitaires. La question sanitaire ouverte par la contamination, bien que largement examinée par les scientifiques, n'a fait l'objet que d'une faible mobilisation de la part des personnes concernées, sans jamais se constituer en cause publique [43].

Des voix se sont élevées dans l'administration locale pour accuser les militants du Cercle de vouloir transformer le parc en monument à la dioxine. Pour les

41 - Extrait du communiqué de presse du cercle Legambiente « Laura Conti » de Seveso, 9 juillet 1996.

42 - Legambiente, née en 1980, est l'association environnementaliste la plus directement liée à l'héritage de l'écologie politique : en 2000, elle comptait 115 000 adhérents formant 20 groupes régionaux et 1 000 groupes locaux, appelés « cercles ». Voir Donatella DELLA PORTA et Mario DIANI, *Movimenti senza protesta? L'ambientalismo in Italia*, Bologne, Il Mulino, 2004, p. 105. Le cercle Legambiente « Laura Conti » de Seveso naît en 1990 (voir *infra*). Aujourd'hui, il compte une centaine d'adhérents.

43 - Faute de traiter ici la question des conséquences sanitaires de la dioxine à Seveso, je renvoie à Kyle STEENLAND *et al.*, « Dioxin revisited: Developments since the 1997 IARC classification of dioxin as a human carcinogen », *Environmental Health Perspectives*, 112-13, 2004, p. 1265-1268. Les études épidémiologiques sur la population contaminée montrent l'existence d'effets sanitaires fort diversifiés, voir Dario CONSONNI *et al.*, « Mortality in a population exposed to dioxin after the Seveso, Italy, accident in 1976: 25 years of follow-up », *American Journal of Epidemiology*, 167, 2008, p. 847-858. L'étude du cas de Seveso a joué un rôle important dans la décision de classer la dioxine comme carcinogène humain. Néanmoins, la controverse sur ses effets carcinogènes ainsi que l'absence d'une cause publique concernant les conséquences sanitaires à Seveso a donné force aux arguments de ceux qui considèrent ce cas comme un exemple d'« imposture verte », voir Pierre KOHLER, *L'imposture verte : Seveso, ozone, amiante, dioxine, pluies acides...*, Paris, Albin Michel, 2002.

https://doi.org/10.1017/S0395264900005515 Published online by Cambridge University Press

environnementalistes, la question de l'usage du bois offrait l'occasion de travailler à l'articulation entre l'accident comme drame de la communauté locale et sa portée d'événement symbolique de l'émergence de la question environnementale. Il s'agissait d'une articulation qui avait fait défaut à la mobilisation de gauche à l'époque de la crise.

Les fondateurs du Cercle ont été confrontés personnellement à l'échec du CTSP, ce qui les a profondément marqués. Quand la dioxine de l'ICMESA a contaminé Seveso, Laura B., Gabriele G. et Marzio M. étaient trois jeunes militants de gauche, âgés de 17 à 20 ans, qui s'initiaient au militantisme en participant aux activités du comité. Après cette expérience et tout en gardant leurs liens d'amitié, chacun se plongea dans une expérience politique différente. Marzio travailla pour le Service civil international à des projets de développement local en Amérique latine et en Afrique. Laura participa à l'expérience féministe de la « Libreria delle Donne [44] » de Milan, où elle connu Gemma B., philosophe, et Angela A., enseignante de mathématique, qu'elle amènera à s'intéresser à la situation de Seveso. Gabriele est le seul qui continua son engagement politique à Seveso dans le parti de Democrazia Proletaria (DP), expression de la gauche extraparlementaire.

Bien que différentes, ces trois expériences privilégient toutes le local comme niveau de l'action politique. Dans les expériences auxquelles Laura et Marzio ont participé, privilégier le local accompagne une réflexion qui vise à ouvrir la discussion dans les milieux militants de gauche sur ce qui fait le politique de l'action politique. Cet aspect est central dans l'expérience féministe de la « Libreria » et il est synthétisé dans l'idée de « politique première » : l'action politique est avant tout celle qui répond à des problèmes communs à travers un engagement pratique dans la construction de solutions possibles [45]. La question de ce qui fait le politique de l'action est également cruciale dans l'environnementalisme d'Alex Langer [46], dont Marzio se rapproche progressivement, et qui revendique la nécessité de rendre « socialement désirable » la « conversion écologique » [47] : cette conversion doit passer autant par un changement de l'organisation de l'économie et de la politique que par une mutation des styles de vie.

44 - La « Libreria delle Donne » est un centre culturel féministe organisé autour d'une librairie : il existe dès 1975 à l'initiative d'un groupe d'étudiantes, d'enseignantes, d'intellectuelles et d'artistes. Voir Maureen LISTER, « Feminism alla milanese », *The Women's Review of Books*, VIII-9, 1991, p. 26.

45 - « E' accaduto non per caso », *Sottosopra*, janvier 1996. *Sottosopra* est le périodique de la Libreria delle Donne.

46 - Alexander (Alex) Langer (1946-1995), pacifiste et environnementaliste, a été parmi les fondateurs du parti italien des Verts. Voir Roberto DALL'OLIO, *Entro il limite. La resistenza mite di Alex Langer*, La Meridiana, Molfetta, 2000.

47 - Alexander LANGER, « Giustizia, pace, salvaguardia del creato », *Equilibri*, IX-3, 2005, p. 627-634, ici p. 627, explique dans les termes suivants le choix de « conversion écologique » à la place de « révolution » ou « réforme » écologique : « Je préfère utiliser cette expression [conversion écologique] [...] parce que moins hypothétique et parce qu'elle a en soi une dimension de remords, de tournant, de se tourner vers une conscience plus profonde et vers une réparation du dommage infligé. Surtout, dans le concept de 'conversion' il y a implicitement une note d'engagement *(coinvolgimento)* personnel, la nécessité d'un changement personnel et existentiel. »

https://doi.org/10.1017/S0395264900005515 Published online by Cambridge University Press

Dans ces deux expériences, on peut reconnaître la nécessité postulée d'une *action politique attachée au territoire habité*: attachée aux contextes de vie et aux gestes qui tissent au fil du temps les relations entre les êtres humains, et entre les êtres humains et ce qui les environne. Il s'agit d'une façon nouvelle de penser l'articulation entre action politique et territoire, en dehors du modèle qui a marqué le rapport entre les partis politiques de masse (DC et PCI) et la société italienne jusqu'aux années 1980. Ce modèle antérieur de « politique dans le territoire [48] » se caractérisait par une tendance à la *colonisation du proche*, à savoir une présence diffuse des associations liées au Parti communiste (pour les régions « rouges ») et à l'Église (pour les régions « blanches ») dans les espaces du quotidien, avec la fonction de garantir cohérence et continuité dans l'organisation de la vie collective. Une précision est ici nécessaire. La culture « blanche » était liée au parti politique (la DC) qui a gouverné l'Italie pendant cinquante ans, ce qui a garanti des rapports non conflictuels entre ces territoires et le gouvernement central, tandis que la culture « rouge » a toujours été liée au principal parti d'opposition. Cela aide à expliquer que la première a été marquée par une tendance à la délégation politique et à la protection de la communauté locale, tandis que la seconde se distingue par des demandes plus sociales et une importante mobilisation organisée [49]. Bien qu'exprimant toutes deux une politique territorialisée, les cultures « rouge » et « blanche » montraient deux façons différentes d'articuler le gouvernement du local au centre national et de prendre en compte, dans cette construction, la communauté locale. Dans un cas (culture blanche), la communauté locale se structurait autour d'organisations du territoire qui entretenaient avec la DC un rapport de protection des intérêts locaux. Il s'agit des associations du monde catholique et des associations d'intérêts exprimés par le territoire. L'Église, et non pas un parti politique, était le référent de la société locale, avant tout dans le sens d'un organisme qui garantit la production de services d'assistance et l'existence de lieux de réunion. Elle a toujours contribué ainsi à atténuer les tensions qui traversent la communauté locale. Dans l'autre (culture rouge), la communauté locale était le lieu d'implantation d'organisations (liées au mouvement ouvrier et au PCI) qui faisaient descendre dans le territoire un discours fortement civique (avec sa pédagogie). Le PCI a eu un rapport avec la société locale fondé sur l'intervention directe, à travers les « Case del popolo » (maisons du peuple), les cercles ouvriers, les centres culturaux liés au parti, les sièges syndicaux, les coopératives, c'est-à-dire des réalités nées des luttes ouvrières qui ont fortement mobilisé la société locale et qui ont été intégrées dans la construction de la communauté [50].

En revanche, à la différence de cette *colonisation du proche*, le nouveau mouvement que je désigne comme *action politique attachée* vise à transformer la confection

48 - I. DIAMANTI, *Mappe dell'Italia politica*, *op. cit.*, chap. 2.

49 - Voir Carlo TRIGILIA, *Grandi partiti e piccole imprese: comunisti e democristiani nelle regioni a economia diffusa*, Bologne, Il Mulino, 1986.

50 - Ces réalités se sont développées à côté d'autres formes d'association, liées au monde catholique. Cette situation de « cohabitation », qui se donnait à voir dans les zones rouges, a été remarquablement mise en scène dans les aventures du célèbre « couple » Don Camillo et Peppone, créé par l'écrivain Giovannino Guareschi.

https://doi.org/10.1017/S0395264900005515 Published online by Cambridge University Press

politique du commun en tenant compte de ce qui est considéré comme personnel et particulier. Cette action descend dans les espaces du quotidien non pour les domestiquer ni pour provoquer une prise de conscience d'injustices à travers des opérations de dévoilement. Descendre dans les espaces du familier est nécessaire pour y reconnaître la présence d'attachements spécifiques ainsi que des biens que ces attachements garantissent. La prise en compte de ces biens et le travail nécessaire à leur articulation avec des biens plus généraux sont considérés comme le défi auquel l'action politique est confrontée dans sa visée de transformation de nos sociétés.

Cette approche est visible dans la « lutte pour l'aise » revendiquée par les féministes de la « Libreria ». L'aise est définie non pas comme « une question psychologique » mais comme un enjeu politique, ce qui suppose que la mise en commun fasse place à l'implication personnelle. Le « malaise » est provoqué par l'impossibilité de trouver, dans l'espace politique institutionnel, les gestes, les mots, les conduites qui « se conforment à nos pensées, désirs, projets » [51]. La politique est alors redéfinie comme transformation du réel à partir de « relations significatives » à même de faire exister des espaces de pensée et d'action pour « être à l'aise », et de construire les médiations nécessaires pour que ces espaces puissent être reconnus comme légitimes. Il en résulte une critique radicale des organisations et institutions de la politique traditionnelle. Avec leurs logiques de représentativité, elles ne seraient pas à même de garantir le genre de médiation nécessaire entre politique et société pour produire une transformation du social [52].

À son tour, l'environnementalisme d'A. Langer dessine un compromis entre une solidarité globale et une implication personnelle enracinée :

> *Le tournant vers la conversion écologique semblerait possible à la condition que nous décidions tous d'agir comme « indigènes » inflexibles et courageux là où nous vivons et œuvrons, avec une vision solidaire et globale mais aussi avec cet enracinement et cette responsabilité spécifiques pour son propre « morceau de biosphère »* [53].

Le rôle des institutions politiques traditionnelles (sur une base de représentativité) est reconnu comme crucial dans la production des conditions qui encouragent une conversion écologique. Mais elle passe aussi, dans son compromis, par l'activité de « médiateurs » qui essayent de « relativiser les frontières », ce qui n'est possible qu'à partir d'un enracinement dans les contextes [54]. Cet enracinement est crucial pour reconnaître les repères d'un rapport de proximité. On n'est pas loin de l'idée féministe de la « politique première », bien que la façon d'envisager le lien entre l'aise du propre et le politique ainsi que l'enracinement dans le local ne soit pas la même.

À la faveur de la place que chacune des deux conceptions politiques du commun ménage à un rapport personnel de proximité, et en dépit des différences, le

51 - « Più donne che uomini », *Sottosopra*, janvier 1983.
52 - Voir les articles réunis dans le numéro de *Sottosopra* de janvier 1983.
53 - A. Langer, « Giustizia, pace, salvaguardia del creato », art. cit., p. 634.
54 - Alexander Langer, *Il viaggiatore leggero*, Palerme, Sellerio, 1996.

https://doi.org/10.1017/S0395264900005515 Published online by Cambridge University Press

groupe constitué par Marzio, Gabriele, Laura, Gemma et Angela, tente une « hybridation » [55] entre ces deux approches de politique attachée, qui aboutit au partage d'un projet politique de « retour à Seveso » :

> *Nous avons fait un pari, le pari qu'ici à Seveso, dans un territoire colonisé et maltraité par le capital, il était possible, en partant d'un noyau de relations fortes et consolidées, de déclencher un processus de modification sociale, environnementale et économique. En partant de ce territoire, bien sûr, mais pas seulement pour ou dans ce territoire* [56].

Ce projet politique se précise et s'ouvre à des révisions au cours du processus d'enracinement dans le territoire, qui démarre avec la création en 1990 du cercle Legambiente. Les adhérents du Cercle sont au début les cinq fondateurs auxquels s'ajoute une quinzaine d'autres activistes locaux et jeunes de Seveso et des villes voisines [57]. L'adhésion à Legambiente témoigne du choix de dialoguer avec l'environnementalisme organisé qui est en train de se transformer après une décennie de militantisme protestataire. La diminution des protestations s'accompagne de la multiplication de groupes environnementalistes locaux qui orientent leurs actions non pas vers le conflit mais vers la production directe de biens collectifs [58]. Pour les fondateurs du Cercle, l'abandon des répertoires protestataires n'implique pas l'abandon du conflit ni de l'objectif de transformation sociale : le passage de la protestation à la promotion d'activités environnementales dans le territoire est nécessaire à l'enracinement, et il est une expression de « politique première ».

55 - Sur l'hybridation des cultures politiques voir Simone TOSI et Tommaso VITALE, « Explaining how political culture changes: Catholic activism and the secular left in Italian peace movements », *Social Movements Studies*, 8-2, 2009, p. 131-147.
56 - Entretien avec Laura B. (septembre 2003).
57 - Les « jeunes » du groupe sont des hommes et des femmes de Seveso et des villes voisines nés dans les années 1970. Il s'agit d'« enfants de la dioxine ». Ils n'ont pas de fréquentation du monde du militantisme et ils ont plutôt fait leurs expériences de socialisation dans le monde de la paroisse. Certains participent aux activités du Cercle dès le début, tandis que d'autres commencent leur action dans les années 2000. Étudiants à l'université, ils ont choisi des objets d'étude en relation avec les questions d'environnement (sciences naturelles, droit de l'environnement, histoire de l'environnement).
58 - Giorgio OSTI, *La natura, gli altri, la società: il terzo settore per l'ambiente in Italia*, Milan, Franco Angeli, 1998 ; D. DELLA PORTA et M. DIANI, *Movimenti senza protesta?...*, *op. cit.*, p. 19. Le mouvement environnementaliste a connu partout en Europe une trajectoire qui a abouti, à la transformation des grandes organisations environnementalistes (associations nationales et ONG internationales) en groupes de pression et d'expertise. D'autre part, au niveau des municipalités, les groupes environnementalistes sont parfois devenus des groupes d'intérêts. Toujours localement, on observe le nombre grandissant de mobilisations autour de l'environnement, à l'initiative de comités de citoyens, voir Christopher ROOTES (dir.), *Environmental protest in Western Europe*, Oxford, Oxford University Press, 2003. Voir également, pour l'importance du local comme niveau d'analyse, Christopher ROOTES, « Acting locally: The character, contexts and significance of local environmental mobilisations », *Environmental Politics*, 16-5, 2007, p. 722 -741.

https://doi.org/10.1017/S0395264900005515 Published online by Cambridge University Press

Le cercle Legambiente et l'entreprise sociale Natur&: deux versions de la *politique attachée*

Initialement, le cercle Legambiente a peiné à impliquer les gens de Seveso dans ses activités. Aux yeux de leurs concitoyens, les militants du Cercle restaient des extrémistes de Democrazia Proletaria. L'occasion d'une relation différente avec la vie locale se présenta en 1992. Damiano D., un associé, écrivit une lettre au maire de Seveso en lui demandant l'autorisation de « prendre soin » du « Fosso del Ronchetto », une friche abandonnée et devenue une décharge. À l'intérieur du bosquet, il y avait une zone humide, avec deux étangs habités par des grenouilles menacées de disparition. La lettre de Damiano n'avait rien d'une dénonciation et mélangeait la description et l'explication de la valeur scientifique du bosquet avec l'expression d'un attachement plus personnel pour justifier sa volonté d'intervenir dans ce lieu pour l'entretenir [59].

L'adjoint au maire pour les politiques environnementales décida de convoquer les associations environnementalistes présentes à Seveso (Legambiente et WWF) pour leur proposer un accord formel : la mairie finançerait la réalisation des travaux nécessaires à la transformation du bosquet en « oasis naturelle » et les associations s'en chargeraient. Cette forme de rapports entre acteurs publics et associations – un exemple de subsidiarité horizontale – a une longue tradition dans la culture administrative locale. On parle à ce propos de « culture du faire », renvoyant au protagonisme de l'activisme associatif dans la réponse apportée aux besoins d'assistance sociale mais aussi de soutien au développement économique du territoire [60].

L'épisode du « Fosso » représente un passage important dans le processus d'enracinement des militants du Cercle. Le travail d'entretien du bosquet devint l'occasion de rencontrer et de collaborer avec des personnes qui n'auraient autrement jamais participé aux activités du Cercle, tels les associés de la section locale du Club alpin italien. Il s'agissait, au début, d'une simple collaboration de personnes travaillant dans le bosquet. Cette expérience conduisit progressivement à des collaborations formalisées avec des associations et institutions (notamment scolaires) locales [61].

59 - Enfant à l'époque de l'accident, Damiano dit en avoir vécu directement les conséquences dans les termes d'une « soustraction de nature ». Il est aujourd'hui président de Legambiente Lombardia.

60 - Roberto BIORCIO, « La società civile e la politica: dagli anni del boom a fine millennio », *in* D. BIGAZZI et M. MERIGGI (dir.), *Storia d'Italia. Le regioni dall'Unità a oggi. La Lombardia*, Turin, Einaudi, 2001, p. 1025-1064. Comme on l'a déjà mentionné, le rôle des institutions politiques dans ce système de régulation a toujours été celui de garant des intérêts de la communauté locale, selon un modèle de médiation sur une base consensuelle qui, suite à la crise de la « Première République », a été remplacé par le modèle antagoniste du « territoire contre la politique » promu par le parti de la Ligue du Nord : Ilvo DIAMANTI, *Il male del Nord. Lega, localismo, secessione*, Rome, Donzelli Editore, 1996, p. 29. Dans les années 1990, après la dissolution de la DC, la Ligue du Nord est devenue le parti politique de référence des zones blanches du Nord.

61 - Le travail d'entretien des ressources communes comme base pour le développement de formes d'association est souligné par Angelo TORRE, « 'Faire communauté'.

https://doi.org/10.1017/S0395264900005515 Published online by Cambridge University Press

À travers le travail au « Fosso », les environnementalistes ont développé des compétences et des savoir-faire pratiques dans le rapport à l'environnement qui leur ont assuré une légitimité dans la communauté locale. Le « soin » qu'ils mettaient dans le travail au bosquet tourna en source de reconnaissance de leur activité dans le contexte d'une culture artisanale pour laquelle « faire avec soin les choses manuellement a une très grande importance » [62].

D'autres initiatives de récupération de lieux de nature abandonnés furent réalisées par les militants avec le soutien des institutions locales. Un « patrimoine naturel » fut ainsi mis en forme, permettant l'agrandissement de l'attachement au territoire habité à travers la valorisation d'une histoire locale dont les militants se font ainsi porteurs, comme de vrais indigènes, tout en mettant en valeur l'intérêt environnemental de ces lieux en termes de biodiversité [63].

Le nombre croissant d'activités a fait apparaître les limites d'une organisation reposant sur le bénévolat. La composante féministe du groupe (en particulier, Gemma et Laura) proposa la création d'une « entreprise sociale autogérée [64] ». L'idée était de « promouvoir sur un territoire de petits entrepreneurs une idée alternative d'entreprise, de valeur, de richesse [65] ». En même temps, l'articulation avec une « grandeur marchande [66] » est considérée par les militants comme une contribution à la conversion écologique. L'entreprise sociale garantit non seulement des services qui se veulent novateurs dans leur conception, mais aussi la création d'emplois qui va permettre aux bénévoles de transformer leur engagement en profession. La mise en forme des activités des militants au sein d'une *entreprise sociale* est ainsi une autre manière d'agrandir leur attachement au territoire habité.

L'association Natur& a été créée en 1995. Son siège est une ancienne résidence nobiliaire de Seveso que les militants s'engagèrent à remettre en état en bénéficiant en retour, de la part de la mairie, de l'usufruit de la propriété pour y organiser leurs activités, qui ne se limitent pas aux services environnementaux. L'entreprise sociale développa progressivement un ensemble plus large de services, en particulier des services sociaux et des activités culturelles [67].

Confréries et localité dans une vallée du Piémont (XVII^e^-XVIII^e^ siècle) », *Annales HSS*, 62-1, 2007, p. 101-136.

62 - Entretien avec Marzio M. (février 2004).

63 - Sur le « patrimoine naturel » comme compromis entre ordres de grandeurs, voir Olivier GODARD, « Environnement, modes de coordination et systèmes de légitimité : analyse de la catégorie de patrimoine naturel », *Revue économique*, 41-2, 1990, p. 215-241.

64 - Dans le contexte italien, la création d'entreprises sociales a été un des instruments que les groupes féministes ont employé pour concrétiser l'idée de « politique première ». Il s'agit de coopératives qui sont considérées comme l'expression du « Tiers secteur ». En Italie le Tiers secteur s'est structuré autour de deux traditions fort différentes : une tradition d'engagement social confessionnel, surtout catholique, et celle des organisations et des mouvements de promotion des droits sociaux et de la citoyenneté, dont la matrice est issue du mouvement ouvrier et syndical : Ota DE LEONARDIS et Tommaso VITALE, « Les coopératives sociales et la construction du tiers secteur en Italie », *Mouvements*, 19, 2001, p. 75-80.

65 - Entretien avec Laura B. (mars 2006).

66 - L. BOLTANSKI et L. THÉVENOT, *De la justification...*, *op. cit.*, p. 241-252.

67 - Il s'agit en particulier de services résidentiels d'assistance aux mineurs et familles en difficulté, d'un centre social pour personnes âgées « La Petitosa », d'activités culturelles

https://doi.org/10.1017/S0395264900005515 Published online by Cambridge University Press

L'attachement au local de Natur& n'est pas du même type que celui du Cercle. Il passe par un compromis entre la logique de réseaux propre au « projet [68] » et celle de liens locaux et personnalisés façonnant la politique attachée. En outre, une forme majeure de son agrandissement repose sur « l'expérimentation ». L'horizon de cette expérimentation est celui, très général, d'une réponse aux « besoins de la société contemporaine » tels qu'ils se manifestent dans un « territoire » spécifique et à partir de ses « ressources humaines et environnementales » [69]. L'élaboration du projet s'appuie alors sur une connaissance et reconnaissance des ressources locales, ce qui suppose un attachement au territoire. En même temps, le projet s'élabore à partir du bagage conceptuel féministe qui oriente l'expérimentation. Le territoire est ainsi le lieu d'enracinement d'une expérience qui est mise en forme dans les termes d'une « pratique réussie », au sens du militantisme mais aussi de l'efficacité vis-à-vis des commanditaires publics.

L'intégration de Natur& dans la communauté locale se réalise donc par le biais de relations significatives avec les personnes – membres d'autres associations, usagers, travailleurs sociaux, fonctionnaires des administrations locales – qui participent aux projets expérimentaux. L'expertise joue un rôle important, en permettant aux militants d'être des acteurs reconnus de la communauté locale tout en limitant leur intégration. Les objectifs qui orientent l'action de Natur& ne se redéfinissent que partiellement dans l'interaction avec le contexte et son histoire. Ils gardent un degré d'imperméabilité à la communauté locale et à ses grammaires du vivre ensemble, ce qui est considéré par les féministes du groupe comme crucial pour maintenir un rapport au territoire à même d'y produire une transformation.

Pour le Cercle en revanche, le terrain de rencontre avec la communauté locale est l'espace naturel, ce qui confronte les militants environnementalistes à des formes variées d'appropriation de l'environnement de la part des usagers. Ces formes sont tributaires d'une histoire et d'une culture du territoire avec lesquelles les militants doivent entrer en dialogue. Cette nécessité conduit à la décision de participer, en 1998, aux élections municipales. La décision soulève des tensions dans le groupe en raison de la critique radicale de la composante féministe aux institutions politiques [70]. La perspective des féministes du groupe s'oppose à la vision

organisées par l'association « Musicamorfosi » qui naît à l'intérieur de Natur& et qui travaille dans le domaine de l'éducation musicale. À partir de la fin des années 1990, le gouvernement régional de Lombardie commence un processus d'externalisation des services sociaux et sociosanitaires (qui passent progressivement d'une gestion publique à une gestion de « quasi-marché »), dans le cadre d'une réforme nationale de l'assistance qui va dans le sens de la progressive décentralisation de ces responsabilités aux régions. Voir Lavinia BIFULCO et Laura CENTEMERI, « Governance and participation in local welfare: The case of the Italian piani di zona (area plans) », *Social Policy and Administration*, 42-3, 2008, p. 211-227.

68 - Sur l'émergence d'une « cité par projets », voir L. BOLTANSKI et È. CHIAPELLO, *Le nouvel esprit du capitalisme*, *op. cit.*, chap. 2.

69 - Extrait de l'art. 4 des statuts de Natur&.

70 - Le « groupe » auquel on fait ici référence est le noyau des militants actifs du Cercle et de Natur&, pour le différencier des associés qui participent de manière sporadique aux initiatives organisées. Le noyau est constitué par les fondateurs du Cercle. Ce noyau

https://doi.org/10.1017/S0395264900005515 Published online by Cambridge University Press

de Marzio et Gabriele, selon laquelle l'investissement dans l'espace politique local est l'occasion de porter l'innovation dans l'institution, et d'agir sur les obstacles institutionnels qui entravent « la conversion écologique ».

La confiance dans la possibilité d'innovation des institutions locales est liée au processus de décentralisation des politiques publiques, qui fait descendre au niveau des municipalités de nouveaux instruments et de nouvelles responsabilités. En outre, l'élection du maire en Italie devint en 1993 une élection directe, ce qui garantissait aux élus des espaces d'autonomie plus large, en particulier par rapport aux partis politiques.

Le Cercle participa ainsi à la création d'une liste citoyenne soutenant l'élection d'un maire qui, loin des partis politiques, était sympathisant du mouvement de CL mais très proche aussi des activités de Legambiente et de Natur&. Le mot d'ordre de la liste fut « subsidiarité », notion qui se révèle être aujourd'hui un terrain d'entente praticable entre les « vieux ennemis ». La liste citoyenne emporta une victoire électorale en entrant au gouvernement de la ville dans une coalition avec les partis de la droite nationale (Ligue du Nord, Forza Italia et Alleanza Nazionale).

Marzio fut nommé adjoint au maire pour les politiques environnementales et sociales. Une de ses premières décisions fut de garantir le soutien de la mairie à la réalisation du projet « Pont de la Mémoire », proposé à l'administration par le cercle Legambiente. Le projet était l'occasion pour les militants de mettre l'*action politique attachée* à l'épreuve de ce qui demeure l'événement marquant de leur histoire politique : l'échec de la mobilisation de gauche dans l'articulation de la cause environnementale à la dimension locale du désastre de la dioxine.

Le « Parcours de la Mémoire » du Bois des Chênes et les limites de l'*action politique attachée*

Le retour à Seveso et le progressif enracinement dans le territoire se développèrent parallèlement à un travail interne au groupe des militants pour trouver une façon d'aborder ce qui était considéré comme un paradoxe : l'absence d'une quelconque forme de commémoration de l'événement de 1976.

La mise en forme par les militants du paradoxe de Seveso comme problème politique conduisit avant tout à une critique de l'action des mouvements sociaux

s'est élargi avec l'inclusion d'une dizaine de bénévoles qui ont choisi de s'investir professionnellement dans les activités du Cercle et de Natur&. Les réunions du groupe, où l'on discute passionnément des activités à organiser et de la ligne politique à suivre, sont peu ou pas formalisées. Le groupe est marqué par des aspects de forte horizontalité mais, en même temps, par des asymétries très fortes. Ces asymétries n'ont rien à voir avec une hiérarchie formalisée, visible de l'extérieur par les rôles occupés dans une organisation. Les décisions les plus importantes sont toujours prises par les fondateurs. Pour une analyse plus détaillée de la vie interne du groupe, je renvoie à Laura CENTEMERI, « De 'radicaux' à 'enracinés'. Réflexions sur l'engagement environnementaliste local », *in* F. COLONNA et L. LE PAPE (dir.), *Traces : désir de savoir et volonté d'être. L'après colonie au Maghreb*, Paris, Sindbad/Actes Sud, 2010, p. 432-452.

https://doi.org/10.1017/S0395264900005515 Published online by Cambridge University Press

des années 1970. L'échec de la mobilisation de gauche aurait empêché une véritable *réparation* du dommage environnemental. Dans leur vision d'une politique attachée au territoire habité, *réparer* le dommage environnemental impliquerait avant tout de *réapprendre* à vivre dans l'environnement, c'est-à-dire apprendre à s'engager différemment dans la relation à ce qui environne. Ce réapprentissage devrait investir les relations entre humains et les relations entre humains et non-humains. Dans l'opinion des militants, ce qui s'est produit à Seveso après l'accident a consisté simplement à *reprendre sa vie*. Ce retour à la normalité est vu comme dangereux dans la mesure où, évitant de revenir sur les conditions locales qui ont contribué à l'accident, il les reproduit, perpétuant un rapport à l'environnement qui oscille entre l'exploitation, la privatisation et l'abandon. En même temps, reprendre sa vie signifie négliger les conflits qui ont surgi dans la communauté locale lors de l'accident et qui continuent à troubler l'espace politique local en tant que « hantises » [71]. Une de ces hantises concerne la reconnaissance des dommages de la dioxine et leur dédommagement qui, à Seveso, est resté une question privée.

Immédiatement après l'accident, et tout en continuant à nier sa responsabilité dans le désastre, Roche versa volontairement des dédommagements à partir d'accords contractuels de nature privée. Environ 200 milliards de lires italiennes de l'époque furent finalement versés aux particuliers (pour la moitié environ du montant) et aux institutions. Une conséquence de cette politique d'indemnisation fut l'absence d'une définition publique, vérifiable par tout le monde, des conventions à partir desquelles on pouvait accéder aux indemnisations et des équivalences monétaires établies entre les différentes situations. La dioxine étant un « malheur » collectif tout le monde avait été de quelque manière affecté, d'autant plus que les dommages sanitaires pouvaient encore se manifester dans le futur. Toutefois, la gestion privée des indemnisations a conduit à séparer des cas éligibles pour la réparation sur des bases qui restaient non publiques et non partagées dans la communauté.

Le soupçon selon lequel les indemnisés auraient profité individuellement d'un malheur collectif, a contribué à jeter une ombre (la hantise) sur les tentatives de groupes de citoyens des villes concernées de recourir au droit civil à partir des années 1990, afin de voir reconnus les dommages subis, moraux et sanitaires [72].

71 - Je fais référence à la catégorie de « hantise » telle qu'elle a été développée dans les travaux de Joan STAVO-DEBAUGE, « Les vices d'une inconséquence conduisant à l'impuissance de la politique française de lutte contre les discriminations. I. Tu ne catégoriseras point ! », *Carnets de bord*, 6, 2003, p. 19-36. La hantise signale un mal passé qui menace de se reproduire, et donc d'un passé qui n'est pas passé. Elle accentue une vigilance, mais peut aussi aveugler sur le présent.

72 - Le procès pénal pour l'accident d'ICMESA s'ouvre en avril 1983 et se termine en 1986 avec la condamnation à 2 ans de prison pour Hervig von Zwehl (directeur de ICMESA) et à 1 an et 6 mois pour Jörg Sambeth (directeur technique de Givaudan, société contrôlée par Roche) avec l'accusation uniquement de désastre involontaire *(disastro colposo)* et non pas de négligence des mesures de sécurité. Très parlante, la déclaration du procureur général Carmine Cecere, « Dieci anni dopo la fuga di diossina a Seveso la Cassazione conferma solo due colpevoli », *Corriere della Sera* du 24 mai 1986 : « Face à des événements comme celui qui s'est passé à Seveso, il nous faut le courage de l'humilité. L'humanité doit savoir accepter aussi des risques pour le progrès de la science. »

https://doi.org/10.1017/S0395264900005515 Published online by Cambridge University Press

Ces tentatives, bien que conduites à travers la constitution de comités, n'ont pas donné lieu à la naissance d'un sujet collectif à même de faire « monter en généralité » comme question de justice la lutte menée pour obtenir une reconnaissance des dommages [73]. La réparation par le droit, qui individualise et monétise, montre ses limites face à la nécessité d'une réparation collective quand, comme c'est le cas à Seveso, on constate l'absence d'une construction politique de la cause judiciaire qui l'agrandit au-delà d'une demande de compensation [74].

Ce qui est intéressant pour notre propos est que les militants du Cercle refusent d'utiliser les instruments de droit pour construire à Seveso les conditions d'une réparation politique du dommage à l'environnement. Ils considèrent que le cadre du droit perpétue une réduction du dommage à sa dimension matérielle et individuelle et transforme ainsi la réparation en marchandage, ce qui configure un rapport d'exploitation à l'environnement.

L'interprétation spécifique donnée à la réparation permet de comprendre que les militants envisagent les activités variées qu'ils développent à Seveso comme participant d'un même projet de réparation politique du dommage environnemental, au-delà du cadre du droit. Le projet de réparation défini par les militants passe par un travail d'« appropriation » des espaces naturels. Cette appropriation n'a rien à voir avec la propriété privée, mais relève plutôt d'un « sentir comme sien ». Dans la politique attachée au territoire habité, le « sentir comme sien » n'est plus considéré comme une incapacité à se penser en tant que partie d'un collectif, mais comme le point de départ d'un travail politique visant à transformer le mouvement d'appropriation pour générer une responsabilité dans le commun. Le rôle de « médiateur » devient ainsi crucial, la médiation étant alors entendue comme travail à la frontière du « sentir comme sien » et du « mettre en commun » [75].

Pour les militants du Cercle, l'ouverture du Bois des Chênes n'avait pas été accompagnée d'un travail de réappropriation de cet espace par la communauté locale, ce qui aurait impliqué de revenir sur son lien avec le désastre. Dans l'idée de promouvoir cette réappropriation, ils ont rédigé en 2000 le projet « Pont de la Mémoire ». Ce projet s'articulait en deux moments : la constitution d'un fonds d'archives pour collecter les documents sur le désastre (documents écrits, visuels, officiels, personnels, etc.) ; la réalisation du « Parcours de la Mémoire », un « parcours

73 - Deux actions judiciaires ont été entamées contre Roche par deux différents comités de victimes. Ouvertes au début des années 1990, les deux actions judiciaires se sont terminées en 2007 sans succès. Voir L. CENTEMERI, *Ritorno a Seveso...*, *op. cit.*, p. 137-158. Sur le concept de « montée en généralité », voir L. BOLTANSKI et L. THÉVENOT, *De la justification...*, *op. cit.*

74 - Sur les limites du cadre de l'indemnisation comme réparation du dommage environnemental et leur dépassement à partir de l'engagement des victimes, voir Paul JOBIN, *Maladies industrielles et renouveau syndical au Japon*, Paris, Éd. de l'EHESS, 2006.

75 - Voir Audrey RICHARD-FERROUDJI, « L'appropriation des dispositifs de gestion locale et participative de l'eau. Composer avec une pluralité de valeurs, d'objectifs et d'attachements », thèse, Paris, EHESS, 2008 ; Éric DOIDY, « Faire entendre la voix des usagers dans les concertations environnementales », *Sociologies pratiques*, 7, 2003, p. 49-64.

https://doi.org/10.1017/S0395264900005515 Published online by Cambridge University Press

de signification du territoire et des lieux pollués », à travers « l'écriture et la réalisation de panneaux d'information à situer à l'intérieur du Bois des Chênes » [76].

L'idée que l'écriture des panneaux soit réalisée directement par les militants fut bientôt abandonnée, pour solliciter la participation de la communauté locale. Deux positions se définissaient dans le groupe à ce propos. Pour Marzio, la participation était nécessaire pour que l'initiative ne soit pas considérée comme partisane. Le processus d'écriture des panneaux serait l'occasion de travailler à la création d'un consensus local autour de l'idée de l'expérience du désastre comme « opportunité de changement ». Ce changement devrait investir la relation au territoire et être guidé par des objectifs de durabilité. Le consensus ainsi créé devrait se constituer en force de pression pour provoquer un tournant environnementaliste dans le gouvernement local.

Pour Angela, Gemma et Laura, la participation était nécessaire parce que le travail d'écriture offrait une occasion de rendre visibles les conflits que le désastre a fait surgir dans la communauté locale. Cette approche est, sous certains aspects, thérapeutique, dans le sens où il s'agirait d'amener au niveau du discutable ce qui a été refoulé à Seveso, qui ne tient pas simplement à un conflit local mais à des contradictions dont la portée est bien plus générale. En particulier, les trois féministes identifiaient trois objets de refoulement dans les divisions et contradictions ouvertes par le conflit sur les avortements thérapeutiques, les dédommagements, et les conséquences sanitaires de la dioxine. Le processus d'écriture des panneaux devait donc être guidé par des experts en « psychologie communautaire ».

Le projet élaboré par les trois psychologues avec qui les militants décidèrent finalement de collaborer prévoyait la création d'un « comité de garants », un groupe restreint de personnes choisies comme « représentatives » de la communauté locale, en raison de leur « sensibilité, rôle, disponibilité, reconnaissance publique » [77]. Ces personnes ne devaient pas occuper ou avoir occupé des positions dans l'administration locale ou dans les partis politiques. Le choix des membres du Comité se fonda sur des entretiens avec des acteurs-clés de la vie publique de Seveso pour identifier des candidats invités à participer. Non sans difficulté, le comité fut créé [78]. Entre décembre 2002 et juin 2003, il se réunit cinq fois, toujours sous la supervision des psychologues.

76 - Extrait du texte du projet « Pont de la Mémoire » (2002).

77 - S. CARBONE, A. CARBONE et M. CELLINI, « Proposition pour recueillir et mettre en valeur la mémoire émotive, à complément de la réalisation des panneaux de commémoration pour le Bois des Chênes dans le cadre du projet 'Pont de la Mémoire' », Seveso, 2002.

78 - Finalement la composition du comité fut la suivante : Gemma B. en tant que membre de Natur&, un médecin militant de CL, la responsable du centre social de la mairie pour les personnes âgées, une enseignante de lettres d'école secondaire auteur de livres d'histoire locale, un membre du Club alpin italien de Seveso, la propriétaire d'un kiosque à journaux bénévole dans sa paroisse, une enseignante d'école primaire active dans sa paroisse, un professeur de littérature à l'université catholique de Milan actif dans sa paroisse, un bénévole de la paroisse qui organise les activités sportives pour les jeunes.

https://doi.org/10.1017/S0395264900005515 Published online by Cambridge University Press

Les tentatives des psychologues d'utiliser le travail sur les panneaux comme outil pour rendre visible la « dimension émotive du désastre » se trouvèrent confrontées à l'opposition de la majorité du comité, avec la seule voix dissonante de Gemma, représentante de Natur&.

La résistance que la majorité du comité opposa aux tentatives des psychologues de travailler sur les conflits refoulés s'explique par la volonté de ne pas rouvrir des conflits et des « blessures qui peuvent encore faire du mal [79] ». Le comité s'interrogea sur sa propre légitimité à promouvoir activement ce retour sur l'accident dont les conséquences pourraient se révéler difficiles à gérer. C'est à partir de ce souci de légitimité qu'il s'accorda sur l'idée de travailler à l'écriture d'une « mémoire discrète », guidée par « la mesure et la précaution *(cautela)* » et qui ne devait pas « forcer les personnes à parler de ce qu'elles veulent oublier » [80].

Dans le débat interne au comité, la position féministe de Gemma ne trouva pas d'alliés. En revanche, l'idée du désastre comme un événement constituant « une opportunité de changement » reçu l'assentiment de la majorité des membres. Cette idée fut développée, grâce à la contribution du membre proche de CL, dans le sens d'une présentation du désastre comme un événement ayant révélé la force de la communauté locale contre l'adversité. Gemma demanda néanmoins que soit reconnue l'existence d'expressions diverses, et parfois en conflit, de cette capacité de réponse. Le résultat de ce débat est visible dans ce passage, très longuement débattu dans le comité, intégré dans le panneau nº 6 du parcours, « Une communauté vivante » :

> *La communauté ne s'est pas désagrégée. Les hommes et les femmes se réunirent en comités spontanés, en groupes et en associations. Un rôle important a été joué par les paroisses du territoire, les associations (rappelons le slogan « Seveso, la vie continue »), les nombreuses initiatives de bénévolat, le comité technique scientifique populaire. La confrontation fut très vive en raison aussi des implications idéologiques soulevées par l'événement et par les décisions à prendre. Les différents points de vue qui animèrent les comités, groupes et citoyens, conduisirent à la naissance de beaucoup d'expériences d'éducation environnementale et sanitaire, d'information, de recherche scientifique et animation sociale et ils ont permis, bien que dans le conflit, de maintenir vivante et avec cohésion la communauté, malgré la nature dramatique des faits et la lourde incertitude provoquée par une situation tout à fait nouvelle.*

Dans le groupe des militants, le travail d'écriture des panneaux [81] laissa profondément insatisfaites Laura, Angela et Gemma, en raison de sa nature « pacificatrice » :

79 - Michele S., membre du Comité, réunion du Comité (décembre 2002).
80 - Franco T., membre du Comité, réunion du Comité (décembre 2002).
81 - L'inauguration officielle du « Parcours de la Mémoire » a eu lieu le dimanche 16 mai 2004 dans le cadre de la festivité locale du « Calendimaggio », une fête religieuse, et non pas le jour de l'anniversaire du désastre. Calendimaggio est traditionnellement l'occasion pour les différentes associations de la ville de faire connaître leurs activités aux citoyens de Seveso.

https://doi.org/10.1017/S0395264900005515 Published online by Cambridge University Press

« on a mis une pierre sur des conflits qui sont encore présents ici, bien que souterrains. Ce faisant, on a perdu une occasion de changer les choses » [82]. Pour éviter que le groupe ne se désagrège, une série de moments de discussion interne fut organisée.

Si la désagrégation du groupe fut évitée, les conflits internes se sont néanmoins intensifiés. La responsabilité politique assumée par Marzio s'est transformée progressivement en obstacle aux initiatives du groupe et au maintien de l'hybridation sur laquelle le groupe s'était constitué. Les conflits qui traversent la politique locale ont rendu de plus en plus difficile la position de Marzio à la frontière du militantisme et de la responsabilité de gouvernement. En particulier, le groupe des militants et leurs initiatives sont devenus progressivement la cible des activistes de la Ligue du Nord. La critique contre « les amis de l'adjoint » qui dénonce un lien de « clientèle » entre Marzio, le Cercle et l'entreprise sociale vise la personne de l'adjoint en raison de sa proximité vis-à-vis du maire. Elle relève des tensions existantes, en particulier en Lombardie, entre la Ligue et CL pour la représentation des intérêts du territoire [83]. Si les environnementalistes ont effectivement réussi à s'enraciner dans la communauté locale et à déclencher un processus de réappropriation du désastre, la politique attachée au territoire habité s'est néanmoins montrée mal équipée pour résister aux pièges du « localisme » [84].

Seveso : désastre classique et paradoxal. C'est ainsi que j'ai synthétiquement introduit ce cas de dommage à l'environnement. À la lumière de la reconstruction et de l'analyse de sa réparation, nous sommes maintenant en mesure de préciser ce qui rend cet événement classique et paradoxal.

D'un côté, la rédaction de la directive « Seveso » incorpore en les généralisant des traits marquants de l'accident, contribuant à la création d'un nouvel ensemble de politiques publiques européennes [85]. « Classique » est le rôle de « déclencheur »

82 - Intervention de Laura B. au cours d'une réunion du Cercle (mars 2004).

83 - Sur les tensions entre la Ligue et Forza Italia, le parti politique à travers lequel s'exprime aujourd'hui la présence politique de CL, voir Roberto BIORCIO, *La rivincita del Nord. La Lega dalla contestazione al governo*, Bari, Laterza, 2010.

84 - I. DIAMANTI, *Il male del Nord*, *op. cit.*, chap. 3. C'est la Ligue qui a transformé le « localisme » en une véritable idéologie, tournant les spécificités territoriales en éléments de diversité irréductible et contribuant ainsi à agrandir des formes de fermeture identitaire. Cette idéologisation du territoire va avec une opposition à tout ce qui vient du gouvernement central et s'exprime dans un vocabulaire de l'« antipolitique ». « Antipolitique » est un terme apparu dans les années 1990 en Italie dans le langage ordinaire et médiatique, mais aussi dans la littérature scientifique, pour décrire un climat d'insatisfaction des citoyens vis-à-vis de la représentation politique et des partis politiques, considérés comme oligarchiques.

85 - Je n'ai pas traité ici de la naissance ni de l'évolution de la norme « Seveso », privilégiant l'analyse des conflits dans le territoire affecté. Il importe néanmoins de remarquer que la régulation européenne du risque d'accidents majeurs a été étroitement liée, dans son dessin initial, au déroulement spécifique du désastre de Seveso : voir Josee VAN EIJNDHOVEN, « Disaster prevention in Europe », *in* S. JASANOFF (dir.), *Learning from disas-*

https://doi.org/10.1017/S0395264900005515 Published online by Cambridge University Press

que cet événement a joué dans le développement du risque industriel comme problème politique de nos sociétés mais également dans un scénario classique au regard du travail controversé pour rendre visible, à partir du cas singulier, un espace d'objectivation garanti par des normes, des règles juridiques, des mesures et des standards. Ce travail se déroule néanmoins loin du territoire affecté et des conflits qui le traversent autour des définitions multiples du dommage et des difficultés d'intégrer cette complexité dans la composition d'une communauté. « Paradoxal » renvoie alors au fait que l'événement se constitue en référent généralisé au prix de la simplification d'une complexité qui le traverse. Cette complexité est propre au dommage à l'environnement en tant qu'adversité différemment intégrée dans l'espace du commun par des communautés de tailles variables, du local au global, qui définissent selon des modes divers les biens que la relation à l'environnement entretient.

À Seveso, la première vague de militants de gauche traite le dommage à l'environnement comme un problème de société. Travaillant à sa mise en forme en tant que cause générale, ils s'opposent radicalement à une justification industrielle du risque inhérent au progrès technique ou au rejet de l'événement dans les contingences de l'accident imprévisible. Pour cette dénonciation et le dévoilement d'intérêts masqués, ils prennent appui sur une qualification de l'environnement se référant à un bien commun « civique ». Celui-ci demande à être pris en compte dans une logique de solidarité contre l'injustice, qui innerve une critique sociale. Cependant, ces militants ne peuvent pas intégrer dans cette construction l'attachement au territoire ni apaiser la tension qu'il suscite avec l'engagement dans la cause publique. Ils ne peuvent reconnaître la pertinence politique d'un tel attachement. Cet échec est rapidement oublié par le mouvement environnementaliste italien naissant, dans l'enthousiasme des succès de la campagne des années 1980 contre le nucléaire [86]. Pour les militants locaux, l'échec de la mobilisation est, au contraire, une blessure qui reste ouverte. Elle conduit à chercher des articulations entre local et général au-delà de l'exemplarité du cas particulier servant à une opération de dévoilement, ou de la généralisation de la norme qui érige, à partir du cas singulier, des catégories conventionnelles de large portée. Le parcours des militants du cercle Legambiente témoigne de cet effort pour élaborer de nouvelles conceptions et instruments de l'action politique à même de *composer* avec les exigences de la montée en généralité et avec celles de l'engagement local. Cette expérience participe d'une tendance plus générale à un renouveau des formes de la politique traditionnelle, considérées comme inadéquates face aux questions soulevées par la crise environnementale [87].

ter: Risk management after Bophal, Philadelphie, University of Pennsylvania Press, 1994, p. 113-132.

86 - Giovanni LODI, « L'azione ecologista in Italia: dal protezionismo storico alle Liste Verdi », *in* R. BIORCIO et G. LODI, *La sfida verde. Il movimento ecologista in Italia*, Padoue, Liviana Editrice, 1988, p. 17-26.

87 - Voir M. CALLON, P. LASCOUMES et Y. BARTHE, *Agir dans un monde incertain...*, *op. cit.*, où les auteurs dessinent une hypothèse de renouveau démocratique à partir des situations de controverses sociotechniques dans la direction d'une démocratie « dialogique ».

https://doi.org/10.1017/S0395264900005515 Published online by Cambridge University Press

En s'appuyant sur la réflexion théorique de l'environnementalisme ainsi que sur celle du féminisme italien des années 1980, les militants de Seveso s'essayent à une construction originale du rapport entre politique et territoire. Cette composition, que j'ai définie comme *politique attachée au territoire habité*, implique une prise de distance par rapport à la politique de la « double délégation ». Elle va avec l'investissement dans la création d'associations, la participation citoyenne, la subsidiarité et le partenariat public-privé dans la production directe de biens pour le territoire. Cet effort d'innovation politique se développe dans une interaction parfois conflictuelle avec des éléments de culture politique déjà historiquement intégrés au territoire qui rendent possible certaines alliances tout en empêchant d'autres. En outre, l'événement, l'accident, en raison de sa réalisation spécifique, a joué un rôle en contraignant les appuis de l'expérience qui se configurent comme « épreuve de réalité » des efforts argumentatifs [88]. Cela nous suggère un regard moins ingénu sur l'innovation politique et sur les projets qui se multiplient de construction d'une « démocratie écologique » [89].

Mais ce regard suppose certains cadres d'analyse et façons d'enquêter. Je terminerai par quelques remarques sur les difficultés rencontrées au cours de mon enquête et sur les défis posés à la recherche par l'étude du renouveau politique résultant de la prise en compte de la question environnementale. Mon travail de recherche n'aurait pas été possible sans ma propre familiarisation avec le territoire et ses acteurs, sans mon propre attachement. Ce genre d'engagement m'a fait voir les limites des outils couramment employés par les sociologues dans leurs enquêtes (questionnaires, *focus groups*, entretiens structurés) une fois confrontés à l'objectif de saisir les biens du proche et leur place dans la construction du commun. Ces instruments sont marqués par une posture de justification publique, au sens où ces techniques produisent et garantissent le maintien d'une étrangeté entre l'enquêteur et l'enquêté, qui est considérée comme marque d'objectivité. J'ai dû au contraire me rapprocher de mes interlocuteurs et me familiariser avec des repères qui m'ont ensuite permis de leur indiquer que je saisissais leur rapport au proche. En outre, le mouvement de rapprochement a exigé que je donne de ma personne. Pour le dire autrement, mon attachement progressif au territoire a fait l'objet de mises à l'épreuve. L'entretien tourne alors à la conversation. Le sociologue connaît bien le risque d'être mobilisé par la cause publique sur laquelle il enquête. Dans le mouvement de rapprochement qui a caractérisé mon travail, ce risque a été encore alourdi par la possibilité d'un excès de proximité, ce qui constitue un obstacle à la versatilité requise par l'exploration des façons plurielles de mettre en valeur l'environnement. J'ai donc dû résister aux tentatives de cooptation, aux demandes

88 - Par réalisation de l'événement, je me réfère ici au fait que le dommage environnemental à Seveso a été causé par une substance toxique, la dioxine, dont les caractères spécifiques ont joué un rôle dans la façon de mettre en forme l'adversité. Je pense par exemple à l'incertitude sur les effets tératogènes de la dioxine qui a déclenché le conflit concernant les avortements thérapeutiques.

89 - Voir le Grenelle de l'Environnement, en particulier le rapport du Groupe V intitulé « Construire une démocratie écologique : Institutions et gouvernance » (septembre 2007).

https://doi.org/10.1017/S0395264900005515 Published online by Cambridge University Press

de mettre mon « expertise » au service de la cause de l'un ou de l'autre, ou de me livrer dans ma bonne volonté ou encore dans mon attachement. L'élaboration d'une forme de *distance attachée* vis-à-vis du territoire n'est pas sans complication ni sacrifice, sous le soupçon de trahison. Mais l'objet lui-même, en raison de son propre mouvement et de ses tensions internes, donnait consistance à un cheminement d'enquête qui requérait et l'expérience de l'attachement et la nécessité de détachement.

Ce regard fait de distance et d'attachement est moins courant dans le travail de recherche qu'il ne l'est dans la vie ordinaire. Il a été crucial pour mettre au jour la complexité politique et morale du dommage environnemental. Il a permis de comprendre les silences et les réticences à s'engager dans la construction d'une cause publique invoquant une réparation en justice. Il a également permis de distinguer l'importance politique d'autres formes de réparation destinées à rétablir les liens des personnes au territoire qu'ils habitent, ces liens pluriels que le dommage à l'environnement affecte.

Laura Centemeri
CES – Université de Coimbra

https://doi.org/10.1017/S0395264900005515 Published online by Cambridge University Press